

BILAN ANNUEL 2025

Tribunal administratif de Cergy-Pontoise



Frédéric BEAUFAYS
Président du tribunal
administratif de Cergy-Pontoise

“

2025, l'année de tous les records.

L'année 2025 restera comme une année singulière dans l'histoire de notre juridiction. Singulière par l'ampleur inédite de son activité, singulière par l'intensité de la mobilisation qu'elle a exigée de l'ensemble des équipes, singulière enfin par le moment de mémoire et de cohésion qu'a constitué la célébration de notre vingt-cinquième anniversaire. Rarement une année aura concentré autant de défis et autant de raisons de mesurer le chemin parcouru.



Avec 24 600 recours enregistrés, soit une augmentation de plus de 40 % par rapport à l'année 2024, notre juridiction a atteint en 2025 un chiffre qui marque un seuil, notamment avec l'essor spectaculaire des procédures d'urgence qui ont bondi de plus de 100 % d'une année sur l'autre, à hauteur de plus de 6500 référés urgents. Ces chiffres vertigineux traduisent une sollicitation massive et continue du juge administratif, reflet tout à la fois d'une crispation sociétale sur les grands enjeux de droits et de libertés publics et d'une conflictualité accrue des relations entre l'usager et son administration, accusée d'inefficacité, voire d'être défaillante.



Effectifs de la juridiction :

138

personnes dont :

55

magistrates
et magistrats

83

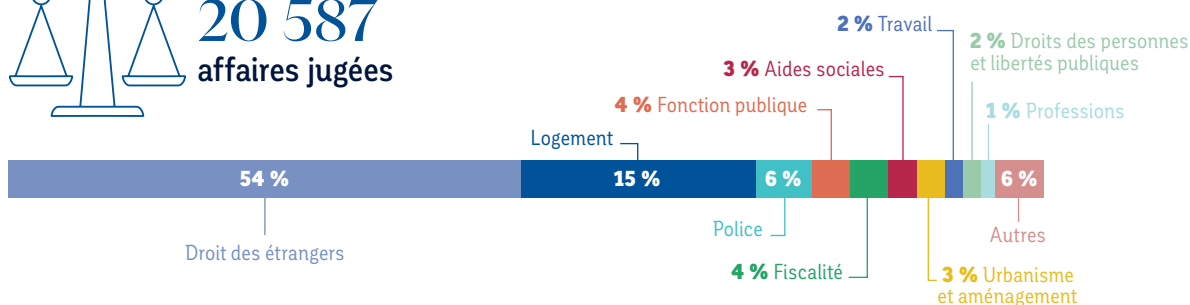
agentes et agents de greffe
et aides à la décision

Face à cette pression accrue, notre juridiction a su tenir. Plus de 20 500 décisions ont été rendues en 2025, là encore un record historique. Ce résultat est le fruit d'un engagement collectif remarquable. Magistrats, greffiers, aides à la décision et personnels administratifs ont été pleinement mobilisés tout en maintenant l'exigence de qualité qui fonde la crédibilité et l'autorité de nos décisions. Qu'ils en soient toutes et tous vivement remerciés.

2025 en chiffres



20 587
affaires jugées



Aides sociales : aides financières aux personnes (RSA), aux familles, à l'enfance, aux personnes handicapées ou âgées, aides médicales d'État, etc.

Droit des étrangers : titres et visas de séjour, titres de travail, expulsions, extraditions, etc.

Droits des personnes et libertés publiques : garantie des libertés publiques et des droits fondamentaux, naturalisations, etc.

Fiscalité : impôts locaux, impôt sur le revenu, TVA, etc.

Fonction publique : relations des fonctionnaires et des agents publics avec leur employeur

Logement : aides financières au logement, droit au logement opposable, organismes de HLM, etc.

Police : mesures pour faire respecter la sécurité, la salubrité et l'ordre public (permis de conduire, débits de boisson, déchets, stationnement, immeubles insalubres, etc.)

Professions : activités des professions réglementées (architectes, avocats, experts-comptables, notaires, professions de santé, etc.)

Travail : licenciements des travailleurs protégés, instances représentatives du personnel, plans de sauvegarde de l'emploi, etc.

Urbanisme et aménagement : permis de construire, droit de préemption, aménagement commercial, plans locaux d'urbanisme, etc.



6 250

affaires jugées en urgence (référés)

✚ 97 % par rapport à 2024



24 642

affaires enregistrées

✚ 41 % par rapport à 2024



7 mois et 27 jours

de délai moyen de jugement

- 35 jours par rapport à 2024



83 %

des décisions du tribunal ont été confirmées en appel



72

médiations engagées

47 % de taux de réussite